



RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR

RAPPORT DE LA MISSION D'ASSISTANCE TECHNIQUE SUR LES STATISTIQUES DU SECTEUR EXTÉRIEUR (2 AU 13 JUILLET 2018)

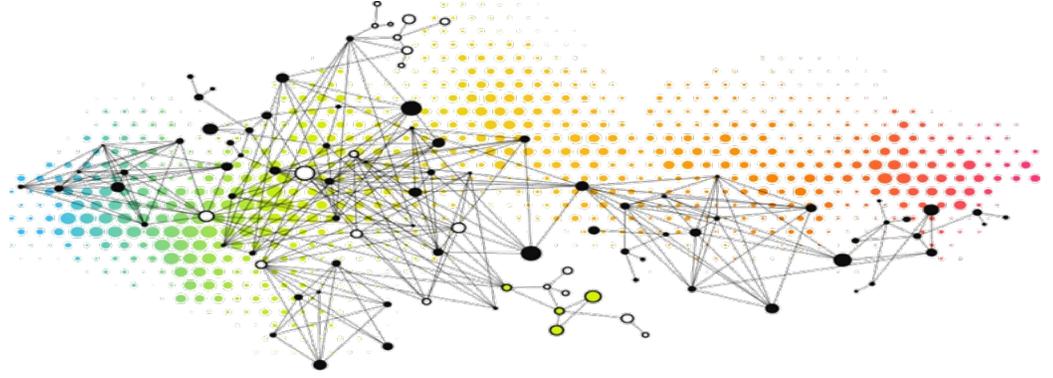
Avril 2019

Ce document sur la République de Madagascar a été préparé par une équipe du Fonds monétaire international. Il est basé sur les informations disponibles au moment de son achèvement en février 2019.

Des exemplaires de ce rapport sont disponibles au public à partir de

Fond monétaire international • Services de publication
PO Box 92780 • Washington, D.C. 20090
Telephone: (202) 623-7430 • Fax: (202) 623-7201
E-mail: publications@imf.org Web: <http://www.imf.org>
Prix : 18,00 \$ par copie imprimée

**Fond monétaire international
Washington, D.C.**



RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR

FEVRIER
2019

RAPPORT DE LA MISSION D'ASSISTANCE TECHNIQUE SUR LES STATISTIQUES DU SECTEUR EXTÉRIEUR (2 AU 13 JUILLET 2018)

Préparé par Tamara Razin

Le présent rapport contient des conseils techniques fournis par les services du Fonds monétaire international (FMI) aux autorités du Madagascar, en réponse à leur demande d'assistance technique. Ce rapport (dans sa totalité, en partie ou sous une forme résumée) peut être communiqué par le FMI aux administrateurs du FMI et à leurs services, ainsi qu'aux autres organismes et entités du bénéficiaire de l'assistance technique et, à leur demande, aux services de la Banque mondiale et aux autres fournisseurs d'assistance technique et bailleurs de fonds dont l'intérêt est légitime, sauf si le bénéficiaire de l'assistance technique s'y oppose explicitement (voir «[Operational Guidelines for the Dissemination of Technical Assistance Information](#)», disponible en anglais uniquement). La publication ou la communication du présent rapport (dans sa totalité, en partie ou sous une forme résumée) en dehors du FMI, à des parties autres que les organismes et entités du bénéficiaire de l'assistance technique, les services de la Banque mondiale et les autres prestataires d'assistance technique et bailleurs de fonds dont l'intérêt est légitime, requiert le consentement explicite du bénéficiaire de l'assistance technique et du Département des statistiques du FMI.

TABLE DES MATIÈRES

Glossaire	3
SYNTHÈSE DES RÉSULTATS DE LA MISSION ET RECOMMANDATIONS PRIORITAIRES	4
ÉVALUATION TECHNIQUE DÉTAILLÉE ET RECOMMANDATIONS	6
A. Plan d'action	6
B. Construction du cadre de collecte et de compilation des données de la PEG	9
C. Données de la balance des paiements utilisées en compilation de la PEG	13
D. Autres sujets	18
TABLEAU	
1. Recommandations prioritaires	6
ANNEXES	
I. Responsables rencontrés au cours de la mission	20
II. Rapatriement de revenu par les sociétés minières	22
III. Fonds payés et reçus pour les services de transferts de fonds internationaux sur mobiles	24
IV. Implémentation du plan d'action recommandée par la 2017 mission	25

DM# 6615216

Glossaire

ADB	Approche du bilan
AT	Assistance technique
BFM	Banky Foiben'i Madagasikara (Banque centrale de Madagascar)
c.a.f.	Coût – assurance – fret
CNPS	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
DDP	Direction de la dette publique
DGD	Direction générale des douanes
ECID	Enquête coordonnée sur l'investissement direct
EIDE	Enquête sur l'investissement direct étranger
ESRI	Etat statistiques des règlements internationaux
f.a.b.	Franco – à – bord
FMI	Fond monétaire international
FSSF	Fonds de stabilité du secteur financier
INSTAT	Institut national de la statistique
<i>MBP6</i>	<i>Manuel de la balance des paiements et position extérieure globale, sixième édition</i>
MFB	Ministère des Finances et du Budget
PEG	Position extérieure globale
SBP	Service de la Balance des Paiements
SCC	Service de Contrôle des Changes
SCN	Système des comptes nationaux
SDE	Statistiques de la dette extérieure
SIGOC	Système intégré de gestion des opérations de change
SMF	Statistiques monétaires et financières
SSE	Statistiques du secteur extérieur

SYNTHÈSE DES RÉSULTATS DE LA MISSION ET RECOMMANDATIONS PRIORITAIRES

- 1. Une mission d'assistance technique (AT) s'est rendue à Antananarivo, Madagascar, du 2 au 13 juillet 2018 pour fournir une assistance sur les statistiques du secteur extérieur (SSE) (y compris la balance des paiements et la position extérieure globale (PEG)).** La mission a été conduite dans le cadre d'une initiative financée par le Fonds de stabilité du secteur financier (FSSF) - sous-module Approche du bilan (ADB). Il s'agit d'un travail intersectoriel qui permettra la production de matrices ADB plus fiables pour soutenir les politiques macro-prudentielles, l'analyse de la stabilité financière des pays et la mission de surveillance du Fonds Monétaire International (FMI).
- 2. La Banky Foiben'i Madagasikara (BFM) a accompli des progrès louables dans l'implémentation des recommandations des missions précédentes (janvier 2016 et février 2017) et dans l'amélioration de la collection et la compilation des données.** Parmi les accomplissements les plus importants, la mission a noté la révision du mandat légal de la BFM dans l'attribution de la responsabilité de la BFM de compiler la balance des paiements et PEG, la révision de l'état statistique des règlements internationaux (ESRI) qui ont été réalignés aux derniers standards méthodologiques, la signature d'un protocole d'accord avec les institutions publiques – les principaux fournisseurs de données, et la mise en route de l'établissement d'un cadre de compilations pour la PEG. Malgré les progrès observés, il reste cependant d'importants problèmes qui méritent d'être soulevés.
- 3. Un effort plus soutenu doit être fourni en ce qui concerne le système de collecte afin d'assurer une soumission adéquate de qualité et dans un meilleur délai.** La source principale pour la part financière de la balance des paiements et en conséquence pour le PEG est l'enquête d'investissement direct d'entreprise menée par l'Institut National de la Statistique (INSTAT) avec qui la BFM a signé une convention de partenariat et dont les coûts sont à sa charge. Cependant, les résultats d'enquête ont été publiés avec un retard considérable - en ce moment, l'INSTAT s'apprête à publier les données de 2015. Un plan pour lancer sous un nouveau format une nouvelle enquête qui va couvrir les données de 2016 et 2017 a été annoncé pour le mois d'août 2018 – ciblant les entreprises avec des activités transfrontalières importantes, y compris le commerce des biens et services et/ou l'investissement financier. Le concept d'enquête est ambitieux et demandera d'importants efforts pour éduquer les répondants afin d'assurer un taux de réponse élevé et une certaine qualité dans les réponses. La mission a fourni des commentaires quant à la façon de rationaliser et simplifier les questionnaires afin de faciliter la tâche en matière de rapport.
- 4. Etant donné que l'objectif principal du projet FSSF est la mise en place de l'approche du bilan dans les pays ciblés, la mission s'est concentrée spécifiquement sur l'assistance à la réalisation d'un système de compilation solide pour la PEG.** Ceci a été fait en corrélation avec l'appréciation des données de la balance des paiements qui ont eu un impact

direct sur la compilation de la PEG. La BFM a débuté une compilation d'une PEG préliminaire. Son évaluation a révélé d'importantes lacunes particulièrement dans les constructions de positions de départ pour des composantes telles que les crédits commerciaux et avances, numéraires et dépôts d'autres secteurs, et autres comptes à recevoir/à payer. Les positions pour ces composantes devraient être calculées en tant qu'accumulation des transactions. Cet exercice donnerait des résultats peu fiables ; la cause provenant principalement des lacunes dans l'estimation des transactions de la balance des paiements. La mission a prêté son assistance pour le développement de techniques d'estimation plus solides pour les transactions, en identifiant de nouvelles sources de données qui pourraient avoir un impact important sur la couverture et qui pour le moment sont omises dans la balance des paiements. Les compileurs devraient avoir pour but de rassembler une PEG mise à jour avec une meilleure couverture et techniques d'estimation.¹

5. L'optimisation des ressources allouées à la compilation des SSE est un autre important prérequis pour une implémentation durable des recommandations de la mission. Le nombre actuel des économistes dans le Service de la Balance des Paiements (SBP) est critique- seulement deux employés sur trois (la troisième étant mise à la disposition d'une autre direction de BFM en plein déroulement de la mission) sont alloués à temps plein à la compilation des statistiques extérieures. Une autre personne les assiste et travaille partiellement sur la compilation des SSE étant donné qu'elle est officiellement chargée du Service des Relations Internationales du même département. Il est impératif de commencer aussitôt que possible le recrutement du nouveau personnel qui remplira les postes vacants. La mission a également souligné l'importance d'accroître le nombre de personnel alloué à la compilation des SSE afin d'assurer une amélioration durable. Ceci serait en accord avec le travail croissant généré par la compilation de l'ensemble des nouvelles données de SSE (y sont incluses la PEG et les statistiques de la dette extérieure), la croissance de la périodicité (début de la compilation trimestrielle de la balance des paiements et autres ensembles de données des SSE), de même que cela permettrait de faire face à la multiplicité et la complexité des transactions générées par les changements dus à la mondialisation.

6. La stratégie de collecte de données et de compilations de la SSE devrait être révisée. La compilation des SSE trimestrielles, qui est l'un des principaux objectifs relatifs aux SSE, nécessite non seulement l'accroissement du nombre des compileurs mais également le changement d'approche dans la collecte des données de base. Les données trimestrielles sont compilées à partir de l'ESRI et devraient être complétées par des collectes de données trimestrielles à partir de canevas simples auprès des grandes entreprises publiques et privées. Les enquêtes annuelles qui ont une plus large couverture et de détails serviront à réviser les données trimestrielles.

¹ La PEG trimestrielle actualisée couvrant la période 2006–2018 a été transmise au FMI en novembre 2018 et a été publiée pour la première fois sur le site du FMI.

Tableau 1. Recommandations prioritaires

Délai prévu	Recommandation prioritaire	Institutions responsables
Réalisé	<i>Evaluer les résultats de l'enquête sur l'investissement direct étranger (EIDE) auprès des entreprises effectuée par l'INSTAT pour l'année 2015 et utiliser les résultats dans l'estimation de balance de paiements composants pour 2015-2017.</i>	La BFM en collaboration avec l'INSTAT
Février 2019	<i>Procéder au lancement de l'enquête annuelle sur le SSE pour collecter les données pour 2016 et 2017.</i>	L'INSTAT en collaboration avec la BFM
Réalisé	<i>Etablir la version préliminaire de la PEG pour tous les secteurs institutionnels pour fin 2016 et 2017, selon le Manuel de la balance des paiements et position extérieure globale, sixième édition (MBP6), à partir de sources des données plus élargir.</i>	BFM
Mars 2019	<i>Corriger les insuffisances identifiées par la mission dans les données de la balance des paiements.</i>	BFM

7. **La mission souhaite remercier tout le personnel de BFM pour le temps et les efforts qu'ils ont fournis afin de faire de cette mission un succès.** Elle souhaite également remercier tous les officiels du gouvernement qu'elle eut le plaisir de rencontrer durant la mission. Une liste des officiels est incluse dans l'annexe à ce rapport.

8. **De plus amples informations sur les recommandations prioritaires et les mesures/jalons correspondants se trouvent dans le plan d'action, à la section « Évaluation technique détaillée et recommandations ».**

ÉVALUATION TECHNIQUE DÉTAILLÉE ET RECOMMANDATIONS

A. Plan d'action

9. Afin de contribuer aux progrès des domaines susmentionnés, la mission a recommandé un plan d'action détaillé au cours de l'année, avec en priorité les recommandations suivantes, lesquelles revêtent une importance particulière pour l'amélioration des SSE.

Priorité	Mesure/repère	Date de réalisation prévue
Résultat : Les capacités du personnel sont renforcées à l'aide de formations, en particulier pour le développement des données sources, les méthodes d'établissement des données et la diffusion.		
Élevée	Renforcer les ressources humaines allouées au SBP par au moins deux cadres qualifiés afin d'exécuter plusieurs activités supplémentaires dans leur programme de travail, imposées par les nouveaux développements dans l'économie, ainsi que pour compiler la PEG et la dette extérieure suivant la méthodologie de la MBP6.	Septembre 2019
Moyen	Former les cadres du SBP dans les SSE (balance des paiements, PEG, dette extérieure) ; nommer des cadres pour assister aux formations organisées par le FMI au siège ainsi que dans les centres des études régionales.	Permanente
Résultat : Les sources des données sont adéquates pour l'établissement des SSE.		
Élevée	Evaluer les résultats de l'enquête sur l'EIDE auprès des entreprises effectuée par l'INSTAT pour l'année 2015 et utiliser les résultats dans l'estimation de certaines rubriques de la balance de paiements composants pour 2015–2017.	Réalisé
Élevée	Finaliser les questionnaires pour la collecte des données sur les SSE en tenant compte des recommandations de la mission.	Février 2019
Élevée	Procéder au lancement de l'enquête annuelle sur le SSE pour collecter les données pour 2016 et 2017.	Février 2019
Élevée	Lancer la collecte des données auprès la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) sur les investissements à l'étranger du fonds de pension et sur les opérations courantes avec les organismes diplomatique et internationaux à Madagascar.	Août 2019
Moyen	Evaluer la possibilité de lancer une enquête aux points de départ internationaux (ports et aéroports) pour estimer les dépenses des touristes à Madagascar et ainsi affiner la méthode actuelle d'estimation d'exportation des services de voyage.	Août 2019
Élevée	Faire le suivi avec le Ministère des Finances et du Budget (MFB) au sujet du partage des informations sur les états financiers des entreprises.	Mars 2019
Moyen	Organiser régulièrement des rencontres tripartites entre la BFM, l'INSTAT et la Direction générale des douanes (DGD) pour corriger les insuffisances et incohérences identifiées dans les statistiques de commerce extérieur.	Régulièrement

Priorité	Mesure/repère	Date de réalisation prévue
Résultat : Les données sont établies et/ou diffusées à l'aide des techniques statistiques appropriées, notamment pour les sources de données, et/ou l'évaluation et la validation des données intermédiaires et des résultats statistiques.		
Élevée	Corriger les insuffisances identifiées par la mission dans les données de la balance des paiements.	Juin 2019
Élevée	Confronter les résultats de l'EIDE avec les données de l'ESRI pour élargir la taille de l'échantillon et en supprimant le double enregistrement.	Permanente
Élevée	Etablir les données sur les projets d'assistance et d'investissement à partir d'information auprès de la Primature en tenant compte de la destination des projets pour améliorer la classification des transferts courants et de capital.	Réalisé
Élevée	Améliorer la méthode d'estimation de contreparties pour les projets d'assistance et d'investissement en suivant les recommandations de la mission.	Réalisé
Élevée	Mettre en place une méthode d'estimation des transactions de la balance des paiements en excluant l'influence de variations des taux de change et des prix, pour toutes les composantes concernées (monnaies et dépôts, prêts, avoirs de réserves), à partir d'information auprès du Service de Contrôle des Changes (SCC) sur la ventilation des exportations et importations des biens par monnaie de facturation.	Réalisé
Élevée	Mettre en place une méthode d'estimation des crédits commerciaux et avances : (i) pour les actifs - à partir d'information auprès du SCC sur les changements dans les données de rapatriement des recettes de l'exportation des biens et (ii) pour les passifs - en comparant les données d'importations des biens auprès de la DGD avec l'information de l'ESRI sur les paiements des importations.	Réalisé
Résultat : Un nouvel ensemble de données est établi et/ou diffusé en interne et/ou au public.		
Élevée	Etablir la version préliminaire de la PEG pour tous les secteurs institutionnels pour fin 2016 et 2017, selon le MBP6, à partir de sources des données plus élargies.	Réalisé
Moyen	Publier les statistiques PEG sur le site de la BFM et du FMI.	Réalisé
Moyen	Etablir, en collaboration avec la Direction Générale de la Dette (DGD), une version préliminaire des statistiques de la dette extérieure (SDE) pour tous les secteurs institutionnels cohérentes avec la PEG.	Septembre 2019

Priorité	Mesure/repère	Date de réalisation prévue
Moyen	Soumettre à la Banque Mondiale les SDE de tous les secteurs institutionnels pour les inclure dans la base de données des statistiques trimestrielles sur la dette extérieure.	Décembre 2019

B. Construction du cadre de collecte et de compilation des données de la PEG

10. **La compilation de la PEG de Madagascar est l'un des préalables importants au développement du cadre d'analyse de la situation financière.** La mission de 2017 a consisté à inventorier les sources de données qui pourraient servir de base pour compiler la PEG et à formuler quelques suggestions d'améliorations du cadre de collecte de données. Suite aux recommandations de la mission de 2017, la Banque centrale, Banky Foiben'i Madagasikara (BFM) a pu utiliser un certain nombre de sources pour la collecte des données de la position et a également établi la version préliminaire de la PEG pour les périodes fin 2015 - fin 2017 pour la soumettre à l'examen de la mission.

11. **L'analyse de cette version de la PEG a révélé un certain nombre de déficiences dans le cadre de compilation.** On relève notamment : des incohérences entre les encours dans la PEG et les transactions enregistrées dans la balance des paiements ; une couverture insuffisante des données pour certaines institutions publiques et pour le secteur privé ; des écarts par rapport aux impératifs du *BPM6* ; et des techniques inadéquates pour l'estimation des données de la position initiale.²

12. **Actuellement, le choix des sources de données est en fonction de la disponibilité, sans qu'il y ait de perspective globale pour s'assurer que la composition des sources de données de la PEG permette une couverture d'une exhaustivité et d'une étendue suffisantes.** La principale source de données utilisée pour la compilation du compte financier de la balance des paiements et de la PEG est l'EIDE réalisée par l'INSTAT qui avait signé un accord de collaboration avec la BFM à cette fin. Les résultats de cette enquête ont été agrégés et communiqués avec beaucoup de retard – alors que la mission INSTAT préparait la publication des données pour 2015. Ces résultats ont donc pu être utilisés comme base des estimations pour

² Alors que ce rapport était presque achevé, la BFM a communiqué au FMI les PEG trimestrielles de 2006 au T2 2018, établies en tenant compte d'une partie des recommandations de la mission. La PEG de Madagascar a été publiée par le FMI pour la première fois en novembre 2018. L'analyse des données établies montre d'importantes améliorations dans la couverture et la rigueur méthodologique par rapport à l'aversion préliminaire de la PEG analysée pendant la mission. Toutefois, de nombreuses déficiences subsistent. Les plus importantes sont (i) incohérences entre les encours dans la PEG et les transactions dans la balance des paiements, (ii) les encours pour certaines composantes ont été estimés en accumulant les transactions sans tenir compte des changements des taux de change et des prix, (iii) la couverture est restreinte. Pour remédier à certaines de ces déficiences, une AT de suivi serait nécessaire.

les périodes antérieures, mais les données pour les périodes plus récentes et la période actuelle ne peuvent être estimées qu'à partir des données tendanciennes de l'EIDE. L'EIDE présentait également l'inconvénient de ne collecter des données que sur l'investissement direct, et ne couvrait que les entités bénéficiant d'investissement direct étranger. Les sociétés n'entrant pas dans cette catégorie ont donc été exclues de l'enquête.

13. **La BFM a élaboré une stratégie pour améliorer la collecte de données de sociétés résidentes effectuant des transactions avec d'autres pays.** La structure de l'enquête a été considérablement améliorée : (i) elle comprend désormais des questions sur les transactions courantes et financières ; (ii) elle prévoit la collecte de données pour la partie financière suivant un format intégré comprenant les données sur les positions, les transactions et les autres flux ; (iii) elle comprend des annexes visant à collecter des données d'entreprises opérant dans des branches d'activité spécifiques (ex : construction, fabrication, transports, voyage et autres) ; (iv) elle vise à intégrer toutes les entités effectuant un volume important de transactions avec l'étranger - qu'elles soient ou non à participations étrangères. La mission a formulé un certain nombre de suggestions sur le formulaire d'enquête pour le mettre en conformité avec le *MBP6* et la terminologie de la comptabilité d'entreprise.

14. **Le lancement de l'enquête dans le nouveau format est un projet ambitieux.** Il nécessiterait un travail important pour recenser la population pertinente, sensibiliser les répondants et obtenir un taux et une qualité de réponses suffisants. La BFM a lancé un appel d'offres pour sélectionner l'institution qui réaliserait l'enquête dans le nouveau format pour les données de 2016 et 2017. Si l'enquête produit des résultats satisfaisants, elle constituera une source importante pour améliorer la qualité et la couverture des statistiques de la balance des paiements comme de la PEG.

15. **La mission s'est employée à aider à l'amélioration de la couverture de la PEG par une meilleure exploitation des sources administratives et la recherche de nouvelles sources de données pour le secteur privé.** A cette fin, des réunions se sont tenues avec des institutions publiques et des entreprises privées avec des participations étrangères ou effectuant d'importants volumes de transactions avec l'étranger. Ces réunions avaient pour but de comprendre les types de transactions internationales effectuées par les entreprises, notamment leur financement, et à obtenir leur accord pour rapporter les données sur leur activités étrangères à la BFM pour les SSE.

16. **La CNPS est l'institution qui gère les fonds de protection sociale et des retraites privées.** Les fonds de réserve de la CNPS sont investis dans différents instruments financiers, dont 15 pour cent à l'étranger. Or, les actifs de la CNPS à l'étranger ne sont actuellement comptabilisés ni dans la balance des paiements ni dans la PEG. Suite à l'accord conclu avec la CNPS pendant la mission, la BFM va modifier le formulaire de rapport afin de collecter des données trimestrielles sur les investissements de la CNPS à l'étranger.

17. **Le SCC du MFB est chargé de superviser et de surveiller les transactions d'importation et d'exportation des résidents de Madagascar.** En outre, il surveille le rapatriement des recettes des exportations et son aval est nécessaire pour les investissements des résidents à l'étranger. Pour les exportations de services, cette surveillance a essentiellement pour but les remboursements de TVA.³ Depuis juillet 2017, le SCC applique un système intégré pour surveiller le rapatriement (le Système intégré de gestion des opérations de change - SIGOC) qui est également relié au système des douanes. Le SIGOC permet de produire des rapports comprenant des séries chronologiques suivant différentes ventilations, y compris celles nécessaires à la compilation de la balance des paiements et de la PEG, comme le total des exportations de biens et services et les montants rapatriés, par devise et par période. Ces informations formeraient une source complète pour le calcul de la position et des flux de crédits commerciaux et avances, notamment pour repérer les changements dus aux fluctuations du taux de change.

18. **Le SCC a indiqué certaines des raisons qui expliquent les différences entre les chiffres des exportations de biens et services et ceux des recettes des exportations rapatriés.** Outre les cas de non-rapatriement pure et simple, les différences sont dues aux exportations de biens qui sont compensées par des importations des biens, ou quand les fonds sont rapatriés sans que les banques le notifient au SCC, ou lorsque les paiements sont exécutés par des entités affiliées mais de manière consolidée, afin de que le lien avec les factures d'importation correspondante n'apparaisse pas. En outre, les grandes entreprises sont autorisées à ne pas rapatrier jusqu'à 40 pour cent de leurs chiffres d'affaires et les sociétés minières ne sont tenues de rapatrier que l'équivalent de trois mois de leurs dépenses domestiques. Si les compileurs commencent à estimer les crédits commerciaux et avances à partir des données du SCC, les estimations devraient être ajustées en tenant compte des situations mentionnées précédemment.

19. **Les déclarations financières des entreprises constituent une source importante de données pour le calcul de la PEG.** Elles pourraient être utilisées pour évaluer les données de position pour différentes composantes financières ainsi que pour vérifier les données fournies par les entreprises via l'enquête sur les entreprises. Ces états financiers sont disponibles auprès du MFB ; la BFM devrait entrer en contact avec le MFB pour avoir accès aux états financiers dont il dispose.

20. **Une réunion avec Air Madagascar a permis d'obtenir des renseignements importants sur l'investissement étranger dans l'entreprise, son produit d'exploitation, et les transactions visant à compléter son parc.** Air Madagascar, entreprise publique, a amorcé un processus de privatisation en 2017 quand Air Austral (France) a acquis 32 pour cent de son

³ La période de rapatriement du produit des exportations de services est d'un mois, contre trois mois à 190 jours pour les exportations de biens.

capital (10 millions de dollars).⁴ Air Austral a apporté des fonds de roulement à la société et s'est engagée à investir 7 millions de dollars supplémentaires dans son développement. Pour moderniser son parc, Air Madagascar a fait l'acquisition de deux appareils en 2012, à un coût élevé ; cette opération a été financée par des prêts assortis d'un taux d'intérêt élevé. A partir de 2013, Air Madagascar a accumulé les arriérés de paiement car elle n'était pas en mesure d'honorer cette dette. Les remboursements ont été rééchelonnés en 2016. En 2015, Air Madagascar s'est procuré quatre autres avions au moyen d'un crédit-bail. Toutes ces transactions sont des opérations internationales et devraient être comptabilisées dans la balance des paiements et dans la PEG. Il a été convenu que la BFM produirait un formulaire de déclaration intégrant toutes les opérations internationales pour les déclarations trimestrielles d'Air Madagascar.

21. **Des réunions se sont tenues avec quatre entreprises privées - domiciliées dans les zones franches - pour obtenir des informations sur leurs transactions avec des non-résidents, et éventuellement que ces informations soient communiquées à la BFM pour alimenter les SSE.** Ces quatre sociétés opèrent sur les marchés de la vente automobile (Materauto), de la production de ciment (Holcim), de l'élevage de la crevette (OSO Farma) et de la distribution d'eau et d'électricité (JIRAMA). Les trois premières ont des participations étrangères, vendent l'essentiel de leur production à l'étranger et sont endettées auprès de non-résidents. JIRAMA a des actionnaires résidents et n'opère que dans le pays ; elle a toutefois bénéficié d'un don financier de la Banque mondiale. Il a été décidé à ces réunions que des rapports seraient soumis régulièrement à la BFM pour ses SSE au moyen des formulaires d'enquête de la BFM.

22. **La mission a tenu une réunion avec la compagnie d'assurance ARO - premier assureur du pays - pour examiner les opérations de la société avec l'étranger.** ARO est une entreprise publique dont 70 pour cent du capital sont détenus par l'Etat ; elle fournit des services d'assurance vie et non-vie. Les services d'assurance directe sont fournis essentiellement à des résidents, mais plus de 50 pour cent des risques sont réassurés à l'étranger. En outre, la société investit une partie de ses actifs à l'étranger et possède des comptes dans des banques étrangères. Actuellement, l'activité de réassurance internationale et les investissements à l'étranger de ARO ne sont pas comptabilisés dans les statistiques de la balance des paiements et de la PEG. Pour combler cette omission, la BFM demandera des rapports réguliers à ARO via son formulaire d'enquête.

Recommandations :

- Evaluer les résultats de EIDE auprès des entreprises effectuée par l'INSTAT pour l'année 2015 et utiliser les résultats dans l'estimation de certaines rubriques de la balance de paiements composants pour 2015–2017 ;

⁴ Air Austral a la possibilité de porter sa participation à 49 pour cent en investissant 4 millions supplémentaires.

- Finaliser les questionnaires pour la collecte des données sur les SSE en tenant compte des recommandations de la mission ;
- Procéder au lancement de l'enquête annuelle sur le SSE pour collecter les données pour 2016 et 2017 ;
- Confronter les résultats de l'EIED avec les données de l'ESRI pour élargir la taille de l'échantillon et en supprimant le double enregistrement ;
- Lancer la collecte des données auprès la CNPS sur les investissements à l'étranger du fonds de pension et sur les opérations courantes avec les organismes diplomatique et internationaux à Madagascar ;
- Lancer la collecte des données auprès du SCC sur le rapatriement des revenus des exportations dans le format convenu durant la mission, avec une identification séparée pour le rapatriement des entreprises minières ;
- Lancer la collecte des données auprès d'Air Madagascar en ce qui concerne les transactions des comptes courant et financier, les encours financiers, en portant une attention particulière sur les engagements des dettes, y compris le crédit-bail ;
- Faire le suivi avec le MFB du partage des informations sur les états financiers des entreprises ;
- Etablir la version préliminaire de la PEG pour tous les secteurs institutionnels pour la fin 2016 et 2017, selon le MBP6, à partir de sources des données plus élargies ;
- Publier les statistiques de la PEG sur le site de la BFM et du FMI.

C. Données de la balance des paiements utilisées en compilation de la PEG

23. **La mission a exprimé son appréciation pour les progrès réalisés récemment par les autorités dans la compilation de la balance des paiements.** L'ESRI a été adapté et aligné a le cadre du *MBP6* ; les techniques statistiques ont été affinées pour l'estimation de certaines composantes ; les sources des données utilisées pour la compilation de la balance des paiements ont été étendus. Il reste toutefois beaucoup à faire pour améliorer l'exactitude et la fiabilité des données comptabilisées et la rigueur des techniques statistiques.

24. **Les données de balance des paiements forment une grande partie des sources utilisées pour la compilation de la PEG suivant un format intégré.** La mission a réalisé une analyse détaillée de la balance des paiements compilée, en particulier du compte financier. Cette analyse a permis de relever des erreurs de classification, des sous- et des surestimations et des omissions. En outre, dans certaines rubriques du compte financier (avoirs de réserve, numéraire et dépôts, investissements de portefeuille), les transactions sont calculées comme la différence entre les positions, sans que l'effet de change soit exclu.

25. **Les biens sont compilés sur la base des chiffres des douanes, avec quelques ajustements techniques pour les besoins de la balance des paiements.** Parmi ces ajustements, la réévaluation des prix des importations de c.a.f. en f.à.b. ; l'exclusion des effets personnels des migrants ; des ajustements de date d'enregistrement, afin que les importations soient enregistrées au moment de leur entrée dans les entrepôts des douanes. Du fait de ces ajustements, les chiffres de la balance des paiements diffèrent des statistiques du commerce international de marchandises compilées et distribuées par INSTAT à partir de la même base de données de déclarations douanières. La mission a recommandé que les données de la balance des paiements publiées soient accompagnées d'un tableau explicatif détaillant les ajustements qui ont été apportés par rapport aux données douanières. Toutefois, pour l'analyse des données du commerce des biens par pays et par catégorie de biens (qui sont diffusées par la BFM en même temps que les chiffres de la balance des paiements) il a été recommandé d'utiliser les données de l'ESRI, car les ajustements pratiqués par la BFM sur les biens sont uniquement faits sous forme agrégée et ne permettent donc pas une décomposition par pays et par catégorie de biens. Un autre défaut identifié dans les données de la balance de paiements sur le commerce des biens est qu'elles incluent les biens importés pour transformation et les biens exportés après transformation (alors que d'après le *MBP6*, seul le prix de la transformation devrait être inclus dans le compte des services).

26. **A l'occasion d'une réunion avec des représentants de la DGD, il a été découvert que les données des douanes utilisées pour la balance des paiements incluait aussi les biens importés à Madagascar par des ambassades étrangères.** Il a été décidé que les services des DGD affecteraient aussitôt un code spécial à ces transactions de manière à les exclure du chiffre des importations.

27. **Le compte des services est établi à partir des données de l'ESRI, auxquelles s'ajoutent les services de fret et d'assurance estimés dans la réévaluation des prix c.a.f. en prix f.à.b.** Étant donné la diversité des services inclus dans ce compte, leurs diverses caractéristiques et les différences de leur traitement dans la balance des paiements, la mission a fait plusieurs recommandations pour en améliorer la couverture et la qualité :

- a. Actualiser les coefficients utilisés pour convertir les prix de c.a.f. en prix f.à.b. en utilisant les données des déclarations de douane ;
- b. Lancer éventuellement une enquête séparée pour les entreprises réalisant des activités de fabrication pour collecter des données sur les prix de fabrication. À cette fin, on pourrait utiliser le modèle de formulaire 7 - Services de fabrication, présenté dans l'appendice 8 du *Guide pour l'établissement des statistiques selon le MBP6* ;
- c. Compléter les données sur les services (par catégorie) par des estimations des services importés dans le cadre des projets d'assistance technique.

28. **Le compte du revenu primaire est établi à partir de différentes sources de données :**

les données de l'ESRI pour toutes les composantes, lorsque c'est possible ; les résultats de l'EIDE pour les dividendes et les bénéfices réinvestis ; les données de la MFB sur les intérêts de la dette publique extérieure. La mission a recommandé (i) d'ajouter au revenu primaire des données sur les revenus des investissements à l'étranger de la CNPS et des compagnies d'assurance ; (ii) de réaliser une enquête à l'aide d'un formulaire spécifique (voir appendice 2) auprès des entreprises de télécommunication pour évaluer les remises de fonds de l'étranger, afin d'obtenir une estimation de la rémunération des salariés via l'argent mobile.

29. **Le compte de revenu secondaire et le compte de capital comprennent des données de l'ESRI sur les transferts personnels, les projets de coopération internationale et les autres transferts courants.**

Selon la mission il y a peut-être une erreur de classification des transferts entre le compte de revenu secondaire et le compte de capital. La Primature possède une base de données complète couvrant l'ensemble des projets d'assistance technique et des projets d'investissement, ainsi que des autres formes d'assistance reçue par le gouvernement et certaines entités privées. Il est recommandé de revoir la classification des projets dans la balance des paiements à la lumière des informations contenues dans la base de la Primature sur l'objet des projets. En outre, les compilateurs devraient veiller à ce que, pour les projets comptabilisés dans le compte de revenu secondaire et le compte de capital, l'écriture soit passée au bon poste de la balance des paiements. Par ailleurs, il faudrait analyser les données comptabilisées au poste "Autres transferts courants" afin de rectifier les éventuelles erreurs de classification.

30. **Les chiffres de l'investissement direct sont estimés à partir des résultats de l'EIDE.**

En raison de l'important retard de publication des résultats de l'EIDE (les résultats 2015 ne sont parus que fin 2018) les données de l'investissement direct total pour les dernières périodes (2016–2018) ont été estimées en fonction des informations fournies par les ministères sectoriels sur les investissements prévue, puis ajustés selon les estimations des compilateurs. La répartition entre actions et instruments de dette a été estimée à 10:90. Il faudra réviser ce ratio dès que les résultats de l'EIDE pour 2015 seront disponibles. Par ailleurs, pour évaluer la qualité des données collectées par l'EIDE, les compilateurs pourront rapprocher les données de l'EIDE avec les informations collectées au cours des réunions auprès quatre sociétés privées, pour celles qui sont incluses dans l'échantillon de l'enquête.

31. **La BFM ne participe pas à l'Enquête coordonnée sur l'investissement direct (ECID) du FMI ; toutefois, sur le site du FMI on peut obtenir des données sur l'investissement entrant et sortant de Madagascar dérivées des chiffres communiqués par les pays participants à l'ECID.**

Une comparaison des données ECID correspondantes pour Madagascar avec les données PEG aboutit aux conclusions suivantes : (i) il se pourrait que les données PEG soient surestimées et (ii) les données ECID ne confirment pas le ratio appliqué par la BFM pour la répartition entre fonds propres et instruments de dette. Quand les résultats de l'enquête sur les entreprises pour 2016–2017 seront disponibles, les compilateurs devraient réviser les données

sur l'investissement direct dans la balance des paiements et dans la PEG. L'enquête peut être effectuée avec l'assistance d'une mission de suivi d'AT.

32. **Les données sur les investissements de portefeuille comprennent uniquement les investissements des institutions de dépôts tels qu'ils sont comptabilisés dans les statistiques monétaires et financières (SMF).** Il ressort des réunions avec la CNPS et ARO que ces institutions investissent une part importante de leurs avoirs à l'étranger. La BFM devrait instituer une collecte régulière de données de ces institutions sur leurs investissements à l'étranger, ainsi que des revenus qu'elles tirent de ces investissements.

33. **Les données sur le numéraire et les dépôts doivent être révisées.** Pour la banque centrale et les autres institutions de dépôt, les transactions de la balance des paiements sont calculées comme la différence entre les positions dans les SMF. Pour les autres secteurs, les données sur les avoirs en numéraire et les dépôts sont compilées à partir des statistiques bancaires de la Banque des règlements internationaux. Lorsqu'elles sont calculées comme la différence entre niveaux de positions, les transactions incluent aussi l'effet des fluctuations du taux de change. Pour neutraliser l'effet de change (et calculer les transactions "pures"), il faudrait convertir les données de positions dans leur devise d'origine ; les transactions s'obtiendraient en calculant la différence entre les niveaux de positions dans la devise d'origine. Les transactions devraient être converties dans la même monnaie que celle utilisée pour la compilation de la balance des paiements, en appliquant le taux de change moyen pour le mois/trimestre. Pour convertir les positions dans la devise d'origine, on pourrait utiliser la répartition des devises dans les exportations et les importations de biens de la SCC comme valeur de substitution (proxy) du ratio de chaque devise dans la position totale. La répartition entre les transactions "pures" et les taux de change permettra la compilation d'une PEG intégrée.

34. **Les sources primaires de données sur les prêts sont la Direction de la dette publique (DDP) de la MFB et les SMF.** Comme les transactions sur le numéraire et les dépôts, les transactions sur les emprunts sont calculées comme la différence entre les niveaux de positions, et incluent donc les variations des taux de change. Pour la balance des paiements, la DDP a accepté de communiquer les informations ventilées par monnaie de libellé de l'engagement de dette : elles seront utilisées pour calculer les transactions "pures" et les taux de change.

35. **Les crédits commerciaux et avances sont estimés comme la différence entre les données douanières sur les importations/exportations de biens et les données d'ESRI sur les paiements des biens importés et exportés.** En raison de différentes sources d'incohérences entre les deux séries de données, cette méthode d'estimation des crédits commerciaux ne donne pas des résultats très satisfaisants (pour plus de fiabilité, la comparaison devrait être faite sur une base discrète, en analysant les données pour chaque contrat d'importation ou d'exportation). La SCC possède une base détaillée sur le rapatriement des recettes d'exportations de biens ; les compilateurs devraient se servir de cette base, qui est l'une des sources les plus complètes et les plus fiables car elle permet d'estimer non seulement les crédits commerciaux cumulés mais aussi leur remboursement. Le remboursement devrait être estimé par comparaison entre le stock des

bénéfices non rapatriés des périodes précédentes (par exemple T-3, T-2, T-1 et T) qui ont été déclarés, par exemple, pendant la période T, avec les données des mêmes périodes communiquées pendant la période T+1. La différence entre ces données communiquées dans les différentes périodes serait égale au remboursement du crédits commerciaux (rapatriement décalé).

36. **Les données pour les autres comptes à recevoir/à payer sont estimées comme un solde afin de gommer les erreurs et omissions.** Pour cela, les erreurs et omissions sont fixées à un niveau considéré comme acceptable par les compileurs, et le solde restant est inclus dans les comptes à recevoir/à payer des autres secteurs. La mission recommande vivement de ne plus employer cette méthode, car elle revient à dissimuler les omissions ou les déséquilibres. Les causes possibles des erreurs et omissions sont (i) l'absence d'écriture de la contrepartie de certaines transactions (par exemple pour les projets d'AT et les projets d'investissements comptabilisés comme des transferts courants ou de capital) ; (ii) des erreurs d'estimation des autres composantes de la balance des paiements (ex : surestimation de l'investissement direct) ; (iii) l'inclusion de l'effet de change dans les transactions. Les compileurs devraient procéder à une évaluation détaillée des causes possibles d'erreurs et d'omissions et les corriger plutôt que de masquer les déséquilibres dans les postes autres comptes à recevoir ou autres comptes à payer.

37. **Les transactions portant sur les avoirs de réserve sont calculées comme une différence entre les positions, ce qui aboutit à inclure l'impact des fluctuations de monnaies et des prix dans les transactions.** Sachant que toutes les informations sur les transactions et les positions en avoirs de réserves sont disponibles auprès de la BFM, les compileurs devraient commencer à séparer les transactions "pures" de l'effet des fluctuations des taux de change et des prix ; ce dernier devrait être comptabilisé dans la PEG comme autres variations du compte des actifs et des passifs financiers.

38. **Pour certaines composantes de la balance de paiements, les données sont ajustées par les compileurs dans le but de refléter la réalité économique de Madagascar.** Mais ces estimations sont subjectives car elles ne reposent pas sur les tendances observées. Par exemple, si l'on ajuste des crédits commerciaux et avances et les avoirs en numéraire et dépôts des autres secteurs, c'est principalement en se fondant sur l'hypothèse selon laquelle les sociétés minières ne rapatrient pas leurs bénéfices. Or, lors de la mission, la CNPS a communiqué des informations sur les exportations et les bénéfices rapatriés de deux entreprises minières (voir annexe 2), et elles font apparaître une tendance inverse. Lorsque les données de l'EIDE seront publiées et que la BFM commencera à collecter des données d'autres sources envisagées au cours de la mission, les ajustements évoqués plus haut devraient être réévalués et, s'ils s'avèrent injustifiés, supprimés.

Recommandations :

- Organiser régulièrement des rencontres tripartites entre la BFM, l'INSTAT et la DGD pour corriger les insuffisances et incohérences identifiées dans les statistiques de commerce extérieur ;
- Evaluer la possibilité de lancer une enquête aux points de départ internationaux (ports et aéroports) pour estimer les dépenses des touristes à Madagascar et ainsi affiner la méthode actuelle d'estimation d'exportation des services de voyage ;
- Corriger les insuffisances identifiées par la mission dans les données de la balance des paiements ;
- Etablir les données sur les projets d'assistance et d'investissement à partir d'information auprès de la Primature en tenant compte de la destination des projets pour améliorer la classification des transferts courants et de capital ;
- Améliorer la méthode d'estimation de contreparties pour les projets d'assistance et d'investissement en suivant les recommandations de la mission ;
- Mettre en place une méthode d'estimation des transactions de la balance des paiements en excluant l'influence de variations des taux de change et des prix, pour toutes les composantes concernées (monnaies et dépôts, prêts, avoirs de réserves), à partir d'information auprès du SCC sur la ventilation des exportations et importations des biens par monnaie de facturation ;
- Mettre en place une méthode d'estimation des crédits commerciaux et avances : (i) pour les actifs - à partir d'information auprès du SCC sur les changements dans les données de rapatriement des recettes de l'exportation des biens et (ii) pour les passifs - en comparant les données d'importations des biens auprès de la DGD avec l'information de l'ESRI sur les paiements des importations.

D. Autres sujets

39. **L'optimisation des ressources allouées à la compilation des SSE est un important prérequis pour une implémentation durable des recommandations de la mission.** Le nombre actuel des économistes dans le SBP est critique - seulement deux employés sur trois (la troisième étant mise à la disposition d'une autre direction de BFM en plein déroulement de la mission) sont alloués à temps plein à la compilation des statistiques extérieures. Une autre personne les assiste et travaille partiellement sur la compilation des SSE étant donné qu'elle est officiellement chargée du Service des Relations Internationales du même département. Il est impératif de commencer aussitôt que possible le recrutement du nouveau personnel qui remplira les postes vacants. La mission a également souligné l'importance d'accroître le nombre de personnel alloué à la compilation des SSE afin d'assurer une amélioration durable. Ceci serait en accord avec le travail croissant généré par la compilation de l'ensemble des nouvelles données de SSE (y sont incluses la PEG et les statistiques de la dette extérieure), la croissance de la

périodicité (début de la compilation trimestrielle de la balance des paiements et autres ensembles de données des SSE), de même que cela permettrait de faire face à la multiplicité et la complexité des transactions générées par les changements dus à la mondialisation.

40. **La stratégie de collecte de données et de compilations de la SSE devrait être révisée.** A l'heure actuelle, à part l'ESRI mensuel, les données sont collectées à travers des enquêtes annuelles qui ne sont pas appropriées pour la compilation de la balance des paiements et de la PEG trimestrielles. La compilation des SSE trimestrielles, qui est l'un des principaux objectifs relatifs aux SSE, nécessite non seulement l'accroissement du nombre des compilateurs mais également le changement d'approche dans la collecte des données de base. Les données trimestrielles sont compilées à partir de l'ESRI et devraient être complétées par des collectes de données trimestrielles à partir de canevas simples auprès des grandes entreprises publiques et privées. Les enquêtes annuelles qui ont une plus large couverture et de détails serviront à réviser les données trimestrielles.

41. **Avec la mise en œuvre de la compilation de la PEG, la BFM a besoin d'élaborer une stratégie pour la compilation et la diffusion des SDE.** Cette compilation pourrait commencer par le calcul de l'ensemble des dettes à partir de la PEG, lorsque celle-ci sera suffisamment complète et d'une qualité suffisante. Les données disponibles dans la PEG suffiraient pour compiler les principaux tableaux nécessaires pour la comptabilisation des données et leur communication à la Base sur les statistiques trimestrielles de la dette de la Banque mondiale. La compilation des SDE pourrait être lancée avec l'assistance d'une mission d'AT de suivi.

Recommandations :

- Renforcer les ressources humaines allouées au SBP par au moins deux cadres qualifiés afin d'exécuter plusieurs activités supplémentaires dans leur programme de travail, imposées par les nouveaux développements dans l'économie, ainsi que pour compiler la PEG et la dette extérieure suivant la méthodologie de la *MBP6* ;
- Etablir, en collaboration avec la DDP, une version préliminaire des statistiques de la SDE pour tous les secteurs institutionnels cohérentes avec la PEG ;
- Soumettre à la Banque Mondiale les SDE de tous les secteurs institutionnels pour les inclure dans la base de données des statistiques trimestrielles sur la dette extérieure.

Annexe I. Responsables rencontrés au cours de la mission

Nom	Institution
La Banky Foiben' I Madagasikara (BFM)	
Alain Hervé Rasolofondraibe	Gouverneur
RABEANTOANDRO Joé	Chef de Pôle chargé des Etudes et du Marché
Aubin BELALAHY	Directeur des Etudes et des Relations Internationales (DET)
Valerie Rabeson	Direction des Etudes et des Relations Internationales (DET) Chef de Service
Herilanto Andriamarison RAZAFINDRAKOTO	Direction des Etudes et des Relations Internationales (DET) Chef de Service
Oniharilanto RABESOA RAOBIVELO	Direction des Etudes et des Relations Internationales (DET) Attachée de Direction
RANDRIANARISON Haja	Direction de la Documentation et de l'Information (DDI) Chef de Département
Caisse Nationale de Prévoyance Sociale	
RAKOTOARISON Haja	Directeur Financier
RASAHONDRIANA Blanche	Coordonatrice des grands comptes
Douane	
RAKOTOARISOA Antsa	CSSAE
Air Madagascar	
RASETARINERA Hanitra	Directeur Financier
MARCHAL François	PDG Adjoint Finance
Société d'Assurances et de Réassurances ARO	
Mr. ANNETTE Ando	Chef de département comptabilité et finances
RASAMOELY Tovo	Chef de service fiscalité
Ministère des Finances et Budget (MFB) Direction Générale du Trésor (DGT) Direction de la Dette Publique (DDP)	
RAKOTONDRA SOA Toky	Aide et dettes extérieures Chef de division des opérations et de la base de données
ANDRIANARY Lova Mireille	Analyses et statistiques de la dette Chargée d'études Division base de données et statistiques
CHUK Mio Tin	Chef service de la Finance Extérieure

RAKOTOARISON Heritiana	Chef de division Etudes et Réglementation
RAMANAMBONONA Ambinintsoa	Chef de division Opérations Courantes
RAVELOARSON Herindrainy	Chef de division Système d'Information
JIRAMA	
GIZY Doria	Directeur Financier
INSTAT	
RAJAABELINA Jimmy	Directeur des Statistiques Economiques
HOLCIM MADAGASCAR	
Tony RAKOTONINDRAINA	Chef de service Analyses Stratégiques et Développement
OSO (Agriculture Biologique)	
Maryse ANDRIAMAMPIANINA	Directrice Déléguée

Annexe II. Rapatriement de revenu par les sociétés minières

			USD	MGA
2015	Trim 1	Engagement	207,573,035.60	550,242,146,051.85
		Rapatriement	207,573,035.60	549,711,163,631.86
	Trim 2	Engagement	171,982,262.03	496,344,370,610.22
		Rapatriement	171,982,262.03	494,930,523,461.39
	Trim 3	Engagement	131,838,497.16	391,994,327,423.96
		Rapatriement	131,838,497.16	386,454,345,577.34
	Trim 4	Engagement	121,317,184.39	394,421,093,329.33
		Rapatriement	115,310,228.11	374,897,019,003.78
2016	Trim 1	Engagement	113,166,283.79	357,883,501,311.28
		Rapatriement	107,383,309.92	343,122,185,376.78
	Trim 2	Engagement	118,994,345.75	380,156,178,957.66
		Rapatriement	118,994,345.75	380,156,178,957.66
	Trim 3	Engagement	80,951,872.73	246,454,185,384.39
		Rapatriement	68,255,135.00	207,982,796,070.76
	Trim 4	Engagement	165,894,158.51	539,925,157,221.04
		Rapatriement	164,466,537.98	537,177,575,834.45
2017	Trim 1	Engagement	134,809,024.14	431,357,752,090.64
		Rapatriement	138,293,345.96	443,426,558,675.52
	Trim 2	Engagement	95,051,466.25	294,436,186,472.79
		Rapatriement	106,019,800.28	334,199,792,851.93
	Trim 3	Engagement	148,605,372.11	444,455,066,991.76
		Rapatriement	31,739,723.65	98,288,758,353.21
	Trim 4	Engagement	129,208,833.32	409,791,610,434.38
		Rapatriement	1,231,269.25	3,910,658,890.31

			USD	MGA
2015	Trim 1	Engagement	122,809,146.28	329,750,659,032.24
		Rapatriement	117,154,606.52	314,989,921,783.80
	Trim 2	Engagement	15,081,556.23	43,425,915,920.65
		Rapatriement	15,151,317.77	43,626,755,109.58
	Trim 3	Engagement	10,629,114.89	32,407,153,305.56
		Rapatriement	10,629,114.89	32,407,153,305.56
	Trim 4	Engagement	9,262,135.70	29,828,410,064.89
		Rapatriement	9,262,135.70	29,828,410,064.89
2016	Trim 1	Engagement	10,447,781.00	33,275,456,336.32
		Rapatriement	10,447,781.00	33,275,456,336.32
	Trim 2	Engagement	15,980,980.90	50,778,969,192.45
		Rapatriement	15,980,980.90	50,778,969,192.45
	Trim 3	Engagement	7,859,875.00	24,009,812,893.75
		Rapatriement	974,860.00	2,960,876,185.00
	Trim 4	Engagement	18,935,250.45	61,373,150,931.39
		Rapatriement	18,928,200.43	61,350,171,640.74
2017	Trim 1	Engagement	18,876,880.00	59,883,354,366.76
		Rapatriement	16,026,404.15	50,829,945,766.16
	Trim 2	Engagement	25,263,715.80	79,568,707,843.50
		Rapatriement	25,263,715.80	79,568,707,843.50
	Trim 3	Engagement	31,708,020.17	94,357,457,565.43
		Rapatriement	13,876,497.25	41,880,737,073.27
	Trim 4	Engagement	26,832,549.70	84,974,508,311.90
		Rapatriement	11,315,239.90	36,348,700,886.40

Annexe III. Fonds payés et reçus pour les services de transferts de fonds internationaux sur mobiles

Déclaration sur le trimestre s'achevant _____

Non.	Particularités des services	Montant (Ariary)
A.	Valeur des transferts internationaux à des non-résidents	
B.1	Recettes brutes liées versés par des résidents effectuant des virements internationaux à des non-résidents	
	i. Sommes soustraites des recettes brutes versées aux agents des services de transferts de fonds par mobile résidents	
	ii. Sommes soustraites des recettes brutes versées aux partenaires d'intégration non-résidents	
	iii. Sommes soustraites des recettes brutes versées aux opérateurs télécom partenaires non-résidents	
	iv. Marge de change	
B.2	Valeur des transferts internationaux émanant de non-résidents	
B.3	Recettes brutes des opérateurs télécom partenaires non-résidents pour les transferts internationaux au profit des résidents	
C.	Valeur des services de télécommunication aux non-résidents	
C.1	Itinérance	
C.2	Télécommunications (en minutes par exemple)	
C.3	Autre (préciser)	
D.	Valeur des services de télécommunication fournis par des non-résidents	
D.1	Itinérance	
D.2	Télécommunications (en minutes par exemple)	
D.3	Autre (préciser)	
E.	Recettes provenant d'autres services à des non-résidents (préciser le type de services)	
F.	Sommes reçues de non-résidents en paiement de services (préciser le type de services)	

Annexe IV. Implémentation du plan d'action recommandée par la 2017 mission

Priorité	Action/Produit	Indicateurs observables	Date de réalisation	Statut de mise en œuvre
I. Collaboration Institutionnelle				
H	Action de référence : Signature de protocoles d'accord <i>(recommandation de janvier 2016, reconduite)</i>	- BFM et MFB - BFM et Primature, - BFM et MRHP - BFM et MMP	Décembre 2017	Convention signée entre BFM et le MFB. Partage d'informations administratives dont les demandes d'autorisation pour prêts, les recettes rapatriées, les états financiers des entreprises. Les informations auprès du contrôle de change sont obtenues sur demande mais les états financiers ont pris un retard dans sa mise en œuvre.
H	Collaborer avec les Services du suivi des opérations des changes du MFB.	Partage de données disponibles de manière trimestrielle sur les investissements détenus à l'étranger, y compris la dette contractée de l'extérieur.	Juin 2017	Réalisé.
H	Collaborer avec la CNPS pour les éléments de revenus primaire et secondaire.	Partage des données disponibles sur une base trimestrielle.	Juin 2017	En cours. Informations obtenues sur demande.
II. Améliorer les sources et la qualité d'information				
H	Adresser le questionnaire propose à l'ensemble des sociétés opérant dans le domaine du transport transfrontalier pour récupérer, de manière trimestrielle.	Données des services transfrontalières du transport.	Septembre 2017	A réaliser avec l'enquête annuelle sur la balance des paiements qui sera lancée cette année.

Priorité	Action/Produit	Indicateurs observables	Date de réalisation	Statut de mise en œuvre
H	Travailler en concertation avec l'INSTAT pour assurer la bonne qualité des données du commerce des biens en intégrant l'estimation du commerce informel.	Les exportations des biens doivent être ajustées.	Continue	En cours.
M	Assurer la cohérence des données du commerce extérieur des biens enregistrées dans le système des comptes nationaux (SCN) et la balance de paiements.	Les chiffres du SCN et de la balance des paiements doivent être cohérents.	Décembre 2017	En cours.
H	Intégrer le nouveau pourcentage obtenu de la Direction des douanes pour le passage de <i>c.a.f.</i> à <i>f.a.b.</i> (de 15 pour cent à 10 pour cent).	Une nouvelle série à partir du premier trimestre de 2017.	Juin 2017 pour le premier trimestre de 2017	Réalisé à partir de janvier 2017.
H	Collaborer avec les Services du suivi des opérations de changes du MFB pour améliorer la qualité des données à recevoir et le délai de leur transmission.	Obtenir les informations par rapport aux autorisations pour la réalisation des opérations d'investissement à l'étranger, des financements de l'extérieur des résidents.	Continue	Réalisé.
M	Fiabiliser l'information reçue via le recoupement des opérations de changes du MFB avec d'autres sources d'informations (ESRI...).	Des données plus fiables pour l'investissement direct à l'étranger	Continue	Réalisé.

Priorité	Action/Produit	Indicateurs observables	Date de réalisation	Statut de mise en œuvre
H	Renforcer la coordination avec la Direction de la supervision bancaire de BFM.	Avoirs et engagements extérieurs des banques ventilées par instruments financiers pour les besoins de la PEG et de la balance des paiements et ce, pour éviter leur transmission du questionnaire sur les investissements étrangers (fin de chaque trimestre).	Juin 2017	Réalisé.
H	Action de référence : Etablir dorénavant les données de la balance des paiements selon un format élargi et enrichi pour les composantes du compte courant (services et revenu) et du compte financier (catégories fonctionnelles, instruments financiers et secteurs institutionnels).	La distinction entre les différents instruments et secteurs institutionnels, fournissant ainsi le plus grand niveau de détail tant en avoirs et en engagements. La présentation analytique sera dégagée du standard.	Juin 2017	Effectué en interne et pour diffusion au FMI.
H	Action de référence : Finaliser les changements proposés au questionnaire d'enquête sur l'investissement étranger.	Flux financiers (titre de participation et dette) doivent être ajoutés.	Juillet 2017	Refonte totale du questionnaire pour l'intégrer dans l'enquête annuelle sur la balance des paiements.
H	Améliorer la couverture de l'enquête actuelle en élargissant le champ pour incorporer les entités ayant des investissements à l'étranger.	Ajouter des éléments sur les investissements à l'étranger et les bénéfiques réinvestis dans le questionnaire.	Juin 2017	A réaliser avec l'enquête annuelle sur la balance des paiements.

Priorité	Action/Produit	Indicateurs observables	Date de réalisation	Statut de mise en œuvre
M	Incorporer et analyser les estimations des crédits commerciaux, flux et encours.	La tendance des crédits commerciaux estimés doit être en concordance avec le volume des exportations et importations.	Continue	Réalisé. Mais méthodologie revue incessamment suivant les remarques de la mission de revue du FMI et celles des Autorités de BFM.
M	Utiliser le canevas proposé pour recueillir les statistiques sur les dons reçus de l'étranger (dons courants et en capital).	Meilleures statistiques.	Décembre 2017	A reporter à mars 2019.
M	Mettre en place en collaboration avec l'INSTAT une enquête auprès des grandes sociétés exportatrices et importatrices de biens et de services.	Les données de l'enquête seraient intégrées à la place des estimations des crédits commerciaux.	Septembre 2018	A intégrer prochainement dans l'enquête annuelle.
H	Elargir la couverture de la dette extérieure publique en s'approchant de la Direction de la Comptabilité Nationale pour les entreprises et établissements publics.	La dette extérieure des établissements publics (autres secteurs) doit être collectée.	Juin 2017	En cours.
H	Proposer une nouvelle structure de collecte de données de la dette extérieure du gouvernement central permettant la ventilation en tirage et remboursement en principal.	Disponibilité des flux pour la balance des paiements trimestrielle. Récupérer les informations sur les montants des arriérés.	Juin 2017	Réalisé.
M	Essayer de coordonner avec la DDP pour la dette des entreprises et établissements publics.	Disponibilité de flux et d'encours ainsi que la dette garantie par l'état.	Décembre 2017	Réalisé.
M	Revoir les paramètres du modèle macroéconomique.	Les ajustements utilisés doivent être revus.	Décembre 2018	Réalisée.

Priorité	Action/Produit	Indicateurs observables	Date de réalisation	Statut de mise en œuvre
III. Améliorer le délai de diffusion des données de la balance de paiements et de la PEG				
H	Adhérer au calendrier de diffusion préétabli.	Les données produites à haute fréquence sont diffusées régulièrement et ponctuellement.		En cours.
IV. Diffusion des données				
H	Transmission des données trimestrielles de la balance des paiements au Département des Statistiques du FMI.	Transmission des données (<i>MBP6</i>) de balance des paiements trimestrielles pour la première fois.	Février 2017	Réalisé.
H	Action de référence : Transmission des données annuelles de la PEG au Département des Statistiques du FMI.	Transmission des données (<i>MBP6</i>) de la PEG 2014, 2015 et 2016 pour la première fois.	Septembre 2017	Réalisé.
H	Participation à ECID, une initiative du FMI.	Transmission des données pour la première fois.	Septembre 2017	A reporter en 2019.

Priorités : H - Haute M – Moyenne